

renforcer les garanties quant à l'application de l'accord canado-américain sur l'automobile?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): L'avenir le dira, monsieur l'Orateur.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—LA QUESTION DE LA DATE LIMITE

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre suppléant. A cause de la longueur et de la dureté de l'hiver, le gouvernement a-t-il décidé de prolonger la durée de l'admissibilité aux avantages des programmes d'initiatives locales du 31 mai à la fin de juin?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, cette question fait l'objet d'un examen sérieux et le ministre responsable fera sans doute une déclaration sous peu à ce sujet.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—LA QUESTION DE L'IDENTIFICATION DES ARTICLES EXPORTÉS DES É.-U.

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, ma question fait suite à celle du député d'Essex au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme on a exprimé l'opinion que le gouvernement américain n'a pas exigé que figure le nom DISC sur les articles exportés, le gouvernement songe-t-il à exiger que les exportations des États-Unis au Canada en vertu du programme DISC soient identifiées comme telles?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je regrette, mais la question est trop complexe pour que je puisse y répondre ce matin. Je vais me renseigner davantage à ce sujet.

* * *

LES TRANSPORTS

LE PROJET DE LIGNES D'AVIONS-CITERNES POUR LE TRANSPORT DU PÉTROLE

M. P. V. Noble (Grey-Simcoe): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Transports? Le gouvernement songe-t-il sérieusement à utiliser des pétroliers aéroportés pour le transport du pétrole des têtes de puits aux ports en eau profonde?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je répondrai oui, vu la portée générale de la question, mais le député aurait-il en tête quelque chose de particulier?

[M. Saltsman.]

LES POSTES

LES NÉGOCIATIONS AVEC LES SYNDICATS

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au président du Conseil du Trésor? Peut-il dire à la Chambre où en sont les négociations collectives avec les syndicats de postiers, étant donné que la convention est expirée depuis plus d'un mois?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, tout ce que je peux dire, c'est que les négociations se poursuivent. Un désaccord au sein d'un des trois syndicats du Conseil des Unions des employés des Postes a causé un léger retard. Espérons qu'on rattrapera le temps perdu.

M. Mazankowski: Le président du Conseil du Trésor peut-il dire à la Chambre si le Conseil du Trésor a fait une offre au sujet de la sécurité du salaire et de l'emploi?

L'hon. M. Drury: Monsieur l'Orateur, nous n'avons fait aucune offre en raison du retard temporaire dont j'ai parlé.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—LES RENSEIGNEMENTS DONNÉS LORS DE LA VISITE DU PRÉSIDENT NIXON

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser au premier ministre suppléant une question qui se rattache à celles qui ont été posées au ministre de l'Industrie et du Commerce? Étant donné que, de toute évidence, au moment même où se tenaient les conversations entre le premier ministre et le Président des États-Unis, et le premier ministre suppléant, à titre de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et le secrétaire d'État américain, M. Rogers, le Président et le secrétaire d'État devaient être au courant des faits nouveaux au sujet du programme DISC, cette question a-t-elle été abordée par l'un ou l'autre de ces messieurs au cours de leurs entretiens avec le premier ministre ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures? S'est-on entretenu de la question? S'ils n'ont pas abordé le sujet, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou le premier ministre l'ont-ils fait, ou ont-ils tous deux été trompés et trahis par eux aussi?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, les discussions entre le président et le premier ministre se sont résumées à la décision de revoir nos positions respectives en vue de reprendre les négociations. C'est aussi l'attitude que j'ai adoptée avec le secrétaire d'État Rogers. Personne n'est entré dans les détails au cours des discussions, le premier ministre et le président étant tous deux très désireux d'éviter de le faire de crainte de compliquer la décision. Les détails seront confiés presque exclusivement, je crois, à mon collègue le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Benjamin: Monsieur l'Orateur, . . .